

PMUC.COM

VENDREDI 9 NOVEMBRE

BANJO

50 MILLIONS

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !

Prix 400 F Cfa
N° 2807

Vendredi 09 novembre 2018

Directeur de la publication
Haman Mana

lejourquotidien@yahoo.fr

<http://lequotidienlejour.com>

Tél.: 222 04 01 85

le jour

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Mimi Mefo

Pourquoi ?



● La journaliste du groupe Equinoxe a été jetée à la prison de New Bell à Douala.

● La corporation s'indigne.

● Notre dossier.

Pp. 2-3

Une journaliste incarcérée à la prison de

Douala. Mimi Mefo en service à la radio et télévision Equinoxe a été écrouée dans ce pénitencier tard mercredi 07 novembre 2018, après un passage à la Légion de gendarmerie et au Tribunal militaire.

Dans les locaux de radio et télévision Equinoxe au quartier Akwa à Douala ce jeudi 08 novembre 2018, l'atmosphère est lourde. Même si des journalistes s'emploient à dire que le moral est au beau fixe, la petite onde de choc qui traverse les différentes pièces de ce groupe de médias est perceptible. Les visages sont serrés. C'est à peine si un sourire se dessine sur les lèvres à la vue de personnes familières. Après une réunion stratégique qui aura duré plusieurs minutes, les principaux responsables de la direction sont sur le pas de course. Ils se sont rassemblés au rez-de-chaussée de l'immeuble pour se rendre à la prison centrale de Douala, au chevet de leur collègue, la journaliste Mimi Mefo incarcérée depuis la veille mercredi.

L'horloge affiche 13h ce jeudi. Mais depuis le début de la journée, les auditeurs et téléspectateurs d'Equinoxe sont mis au parfum de la situation que traverse la journaliste, rédactrice en chef adjoint du service anglais, à travers des éditions spéciales du journal. En interne, les employés de l'entreprise de presse se sont également engagés pour réclamer la libération de leur consœur. Les présentateurs des émissions ont accroché sur la poitrine des mini pancartes sur lesquelles on

peut y lire le message : « Libérez Mimi Mefo ». « Le moral est au beau fixe parce que personne ne veut se laisser abattre. On croit aux qualités professionnelles de Mimi Mefo. Il faut continuer à travailler pour répondre à ceux qui croient qu'ils peuvent atteindre notre moral », soutient Cédric Noufélé, le rédacteur-en-chef adjoint d'Equinoxe Television.

Tribunal militaire

A La Nouvelle Expression, une branche du groupe logée à un étage au dessous de radio Equinoxe, les employés sont également affectés et remontés par l'incarcération de Mimi Mefo. « Je suis démoralisé. Je n'ai pas dormi de toute la nuit. Je ne m'attendais pas à ce qu'on la conduise en prison. Elle n'est pas un brigand, ni une fugitive. On a l'impression qu'on jette les journalistes en pâture », s'offusque Hervé Villard. Il n'a pas revu Mimi Mefo depuis que les portes de la prison centrale de Douala se sont refermées derrière elle à 23h15 mercredi 07 novembre 2018. La journaliste a passé la nuit dans ce pénitencier et s'y trouvait encore jusque tard dans la nuit de jeudi, lorsque nous allions sous presse.

Personne au sein de la corporation des médias et du col-



lectif des avocats commis pour la défense de Mimi Mefo n'avait prédit un tel dénouement de l'affaire, quand la journaliste s'est présentée plus tôt dans l'après-midi du 07 novembre pour répondre à une convocation à la Légion de gendarmerie du Littoral. Elle y a été convoquée à 14 h pour être entendue sur le motif de « propagation de fausses nouvelles ». Une information en lien avec la crise anglophone relayée sur son compte Facebook. « Elle avait d'ailleurs donné les sources pour dire qu'il paraît que la balle qui a tué des personnes était de l'armée régulière. On nous dit que c'était ça la propagation de

fausse nouvelle. D'après les textes, des peines encourues vont de trois mois à deux ans. A la légion, Mimi a usé de son droit à garder le silence », détaille dans une sortie face à la presse, Me Alice Nkom qui conduit un collectif de 14 avocats constitués par le Syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc).

Boycott

D'après le récit de l'avocate, l'attente à la Légion de gendarmerie va s'étaler jusque tard vers 21h. Les avocats sont ensuite invités à se rendre chez le commissaire du gouvernement,

près le tribunal militaire. « La première chose qu'on lui a dit c'est que le Cameroun a signé un engagement de ne pas traduire un civil devant un tribunal militaire. C'est un principe général placé sous le contrôle de la Cour suprême qui a déjà rendu des arrêts dans ce sens. Mimi étant un civil pour une infraction qui est mineure finalement, on ne sait pas pourquoi elle devait être là », s'interroge Me Alice Nkom. Qui déplore le fait que Mimi Mefo n'a pas bu une seule goutte d'eau de la journée. L'avocate décrit des méthodes qui s'apparentent à de la torture.

Au tribunal militaire, le com-

missaire du gouvernement a soutenu que ce qui a été fait par la journaliste s'apparente aux actes de terrorisme et qu'il s'agit d'une atteinte à la sûreté de l'Etat. Selon lui, il revenait alors au tribunal militaire de s'occuper de ce cas. Autour de 23h, Mimi Mefo est menottée et placée sous mandat de dépôt à la prison centrale de Douala. « Je promets de ne pas dormir tant que Mimi est en prison je vais me battre jusqu'au sang pour la sortir de là », a promis Me Alice Nkom, remontée. Les journalistes se sont aussitôt mobilisés en chaîne de solidarité pour réclamer la libération de Mimi. Dans une déclaration jeudi soir, le syndicat a demandé la libération immédiate de Mimi Mefo. Il a également appelé au boycott par les journalistes et les médias, de toutes les activités du gouvernement pendant 10 jours à compter du 08 novembre, entre autres mesures. Mimi Mefo qui a entamé sa deuxième nuit en détention hier a reçu les premières visites de proches dans la matinée de jeudi. Les uns et les autres disent avoir rencontré une journaliste « forte qui tient le coup ». Mais sa maman n'a pas pu supporter de voir sa fille derrière les barreaux. Elle s'est effondrée en larmes.

Mathias Mouendé Ngamo

Comment les journalistes sont intimidés

Médias. Durant ces dernières semaines, des journalistes ont été interpellés et gardés à vue arbitrairement dans l'exercice de leur fonction.



48 heures déjà que la journaliste Mimi Mefo est écrouée à la prison centrale de New-bell. Elle y est pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », d'après le motif qui lui a été signifié par le commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire de Douala. Joseph Olinga quant à lui, y a échappé belle jeudi 08 novembre 2018. L'affaire du journaliste chef d'agence du quotidien Le Messager à Bafoussam (Ouest) a été renvoyée au 13 décembre 2018 pour défaut de témoins et de plainte. Interpellé par les éléments du groupement de la gendarmerie nationale de Bafoussam le samedi 03 novembre 2018, il est gardé à vue après avoir été roué de coups. Ce n'est que 48 h plus tard qu'il sera mis en liberté provisoire et

convoqué au tribunal jeudi le 08 novembre. Dans un communiqué de presse, le journal Le Messager parle des circonstances de son arrestation : « le journaliste après une journée de reportage, s'est rendu en compagnie de sa collègue syndicaliste Elisabeth Benkam et son collègue du Messenger Donat Suffo, dans un lieu de divertissement, notamment un cabaret de la capitale de la région de l'Ouest prendre la température en ces temps de tensions politiques... »

Tout comme ces journalistes, beaucoup d'autres ont été interpellés et gardés à vue dans l'exercice de leur fonction. Le dimanche 21 octobre 2018, Josiane Kouagheu, journaliste camerounaise travaillant pour l'agence de presse Reuters est

interpellée alors qu'elle couvre une « marche pacifique » (interdite) initiée par le député du Social Democratic Front (SDF), Jean Michel Nintcheu. Elle est détenue toute la journée à la Direction de la surveillance du territoire (Dst) à Douala avant d'être libérée à la tombée de la nuit. Six jours (samedi 27) plus tard, le journaliste du quotidien Le jour Mathias Mouendé Ngamo est lui aussi arrêté alors qu'il couvre la marche de protestation contre les résultats de la présidentielle 2018 par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Il va passer près de huit heures à la Division régionale de la police judiciaire du Littoral (Drpjl). Pour ce cas, comme le précédent, les motifs de l'arrestation ne sont pas toujours clairement indiqués.

Soupçonné d'être en contact avec des sécessionnistes, le journaliste Michel Biem Tong a été interpellé par la Sécurité militaire (Semil) pour « apologie du terrorisme » à la suite d'une convocation du colonel Joël Emile Bamkoui. Gustave Flaubert Kengne écroué à la prison centrale de Bafoussam, Michel Kalabassou attendu devant le juge à Yagoua, sont d'autres cas de journalistes qui sont sur la table du Syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc).

Hélène Tientcheu (Stagiaire)

“ Les journalistes, une espèce menacée à protéger ”

Claude Assira. L'avocat au barreau du Cameroun souligne que la liberté du journaliste est la liberté du peuple et que c'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics s'en prennent à eux.

Il y a plusieurs niveaux de lecture de cette mesure ayant conduit à l'incarcération de ce journaliste, mais quel que soit l'angle sous lequel on prend cette mesure, elle traduit avant tout la conséquence de notre indifférence collective aux abus de pouvoir qui ne nous concernent pas directement. Les sécessionnistes présumés ont été privés de liberté et soustraits à la vue du monde pendant 10 mois sans que la terre cesse de tourner. Cette impression d'invincibilité a fini par envahir les autorités de poursuite qui s'imaginent qu'elles peuvent tout entreprendre sans conséquence. Malgré les conventions internationales dument signées et ratifiées par le Cameroun, malgré un code de procédure pénale tapageusement entré en vigueur en 2007 et alléguant une orientation vers la prise en compte des libertés individuelles, une autorité légale ou non continue à avoir dans notre pays le droit de vie ou de mort contre n'importe quel citoyen et sans contre-pouvoir. Il n'y a pas le respect des droits élémentaires et en l'absence de responsabilité professionnelle, les autorités peuvent se permettre ce qu'elles veulent sans rien craindre. Le pire c'est que les faits peuvent être inventés ou même des qualifications posées sur des faits réels sans au-



cune prise avec les faits décrits sans que les autorités de contrôle s'en émeuvent. Les mobiles que soutiennent ces comportements sont variés. Il s'agit d'intimider, de mettre tout le monde en coupe réglée pour masquer la brutale réalité du terrain. Dans le cadre de la crise anglophone, il s'agit d'une guerre civile où on tue et on est tué. Tous ceux qui peuvent contrarier la volonté exprimée par les pouvoirs publics sont des ennemis à neutraliser. Lorsque vous voyez le déroulement des événements qui ont conduit à l'incarcération de votre consœur, on a le sentiment de vivre un mauvais film. Malheureusement, ce scénario s'écrit tous les jours de la même manière dans les cabinets de procureurs, de commissaires du gouvernement, de juges d'instruction et devant les tribunaux. Où sont les faits qui permettent

de conclure au terrorisme ? S'il y en a, pourquoi ne pas les porter à la connaissance de la personne poursuivie comme l'exige la loi, pour lui permettre de savoir et de préparer sa défense ? Et s'il n'y en a pas comme c'est vraisemblablement le cas, comment peut-on fouler aux pieds avec tant de légèreté la liberté individuelle ? Cela doit tous nous faire peur, mais pas d'une peur qui nous paralyse mais plutôt vers celle qui nous pousse à l'indignation.

J'ai défendu récemment des journalistes devant le tribunal militaire de Yaoundé poursuivis pour de pseudo infractions terroristes. Comme chercheur, j'ai commis récemment un article sur la situation du journaliste camerounais au regard du terrorisme. Sans vouloir faire un chèque en blanc aux journalistes, ils deviennent aujourd'hui une espèce menacée à protéger au nom du droit à la liberté qui est une liberté publique. La liberté du journaliste est la liberté du peuple, la démocratie et c'est sans doute la raison pour laquelle les pouvoirs publics s'en prennent aux journalistes. Nous devons tous nous inquiéter, après le journaliste ce sera l'avocat qui sera poursuivi pour non révélation ou pour recel pour avoir partagé la connaissance d'une information dans une affaire présumée taxée de terroriste."

New-Bell

Votre avis

Que pensez-vous de l'incarcération de la journaliste Mimi Mefo à la prison centrale de Douala ?

“ Sa place n'est pas dans une prison ”
Serge Espoir Matomba, Premier secrétaire du Purs

Hier après-midi, je suis allé rendre visite à la journaliste Mimi Mefo, incarcérée depuis hier soir à la prison centrale de Douala. J'ai rencontré une dame courageuse, qui, malgré les épreuves a su garder haut le moral. Le sourire charismatique qu'elle affiche à tous ses visiteurs démontre la bonne foi dans laquelle elle s'inscrit dans l'exercice de son métier de journaliste. Journalisme, un métier pourtant noble, dont les agents sont déterminants pour l'évolution de l'information collective et indispensables à l'émergence de la démocratie, surtout dans un pays qui prône l'ouverture. La place de Mimi Mefo n'est pas



dans une prison. Elle connaît mieux les plateaux de télévision et les terrains de reportage.

“ Une loi suicidaire ”

C. Rolande Bechon, directrice exécutive Nouveaux Droits de l'homme (Ndh)

Les droits fondamentaux, les libertés individuelles et publiques sont de manière récurrente foulés au pied par le pouvoir en place à Yaoundé. L'emprisonnement de Mimi Mefo hier, les arrestations et détentions arbitraires de Michel Biem Tong, de Gustave Flaubert Kengne directeur de publication d'Orientation hebdo, et de Joseph Olinga du Messenger en sont des illustrations. Tout ceci se déroule pratiquement au même moment et fait donc penser mais surtout craindre que le régime de Yaoundé est en train de mettre entre parenthèse ses engagements en matière de respect et protection des droits de l'homme. Nouveau Droits de l'homme condamne avec grande fermeté ces violations de droits humains et appelle le gouvernement à protéger les droits et libertés fondamentaux



des citoyens. Nous demandons la libération sans condition de Mimi Mefo et la fin des poursuites contre les journalistes suscités. Nous réitérons enfin l'urgence de l'amendement de la loi de répression du terrorisme au Cameroun. Cette loi est suicidaire pour notre pays en matière des droits de l'homme.

“ Je m'interroge sur l'empressement ”

Georges Alain Boyomo, directeur de la publication de Mutations

Je suis attristé par l'incarcération de cette dame, dont j'ai particulièrement admiré les prestations sur Équinoxe télé pendant la campagne électorale de la Présidentielle. Elle a repris, probablement par inadvertance, une accusation d'une extrême gravité, sans en apporter la preuve. Plus tard, elle a essayé de rattraper ce qu'elle a relayé trop vite. Sauf à nous convaincre qu'elle est multirécidiviste, je m'interroge sur l'empressement à la mettre sous mandat de détention provisoire. Pourquoi elle ne comparait pas libre? Même le temps politique choisi pour procéder à une telle arrestation questionne. Est-ce le bon moment, au lendemain de la prestation de serment du chef de l'Etat? Et les consonances de son nom? Alors



même que le chef de l'Etat prône la décripation et appelle les Camerounais à le soutenir pour régler la crise anglophone. Je pense que nos gouvernants peuvent nous épargner de ce boulet afin que la communauté nationale se concentre sur les défis pressants du septennat.

Nous revoici de nouveau...

Cette fois, l'élection présidentielle d'octobre 2018 est bel et bien finie. Seuls les rêves, les regrets et les remords, pour les perdants, la grande joie, l'allégresse et le triomphalisme, pour le vainqueur et les siens, pourront la perpétuer quelque temps encore. Mais, dans la réalité même, c'est une page définitivement tournée dont l'Histoire, pour la mémoire des générations qui viendront demain, veillera à conserver la copie, surtout la bonne copie, revue, relue et corrigée... Nous-mêmes, qui sommes la génération d'aujourd'hui et qui avons été, chacun à son niveau, les auteurs actifs de l'événement, quelle leçon utile la récente présidentielle pourrait-elle nous apporter? A première vue, tout semble être comme avant. Ce qui était hier, c'est encore aujourd'hui. On a l'impression que rien, ou presque rien, n'a bougé d'un cran. Un même président de la République est encore et toujours à Etoudi et, avec lui, les mêmes méthodes de gouvernance, la même administration que nous connaissons et les mêmes « proches collaborateurs »... Nous avons pris l'habitude, pour nous en plaindre, de rappeler que cela fait quand même trente-six ans que ça dure. Eh bien, à partir de main-

tenant, il faudrait revoir notre petit comptage à la hausse, en y ajoutant les autres années qu'il plaira au Ciel d'accorder encore à M. Biya... En attendant, nous revoici, de nouveau, au même point de départ. C'est comme si la dernière présidentielle n'avait jamais eu lieu; c'est comme si l'ensemble du peuple camerounais n'avait trouvé pas trouvé foi en cet autre Cameroun utopique que les gens de l'opposition juraient de faire naître, s'ils étaient élus. En tout cas, on en est toujours là, en train d'attendre une hypothétique prochaine fois... Mais, rassurez-vous : ce n'est qu'une simple apparence !... Car, à bien analyser les événements qui viennent de se dérouler, en faisant fi des résultats que nous connaissons, on se rend compte que l'univers du Cameroun politique n'est nullement frappé d'immobilisme. Au contraire, il a beaucoup bougé. Du reste, la



Patrice Etoundi Mballa

personnalité la mieux placée pour le dire, c'est, à coup sûr, le président Biya lui-même. En effet, au départ, peut-être M. Biya avait-il pu croire, comme d'autres Camerounais d'ailleurs, que la dernière présidentielle allait être, comme par le passé, une affaire entre lui et quelques vieux briscards, comme Fru Ndi, Ndam Njoya ou Garga Haman. Mais, en voyant un certain Cabral Libii ou un Serge Matomba, venant on ne sait d'où, combattre, à armes presque égales, sur les champs de bataille, il a sûrement dû se demander si son carquois ne se vidait pas, au fil des jours, des bonnes flèches qui faisaient naguère mouche, à tous les coups. Car, quand on voit ces deux jeunes loups, il est difficile de ne pas se rappeler que l'un et l'autre portaient encore des couches, aux environs de ce fameux Novembre 1982, quand leur adversaire commun du jour était déjà, lui, ce qu'ils aspiraient, eux, à de-

venir en Octobre 2018... Dans l'un de ses Sermons, Bossuet, le célèbre prédicateur, s'exclame : « Cette recrue continuelle du genre humain, je veux dire les enfants qui naissent, à mesure qu'ils croissent et qu'ils avancent, semblent nous pousser de l'épaule et nous dire : Retirez-vous ; c'est maintenant notre tour »... Féru de littérature française comme lui, M. Biya connaît par cœur ce passage du Sermon de Bossuet, qui l'a aidé à mieux décrypter le message que la présence de ces deux grands adolescents, parmi les présidentiables, lui a fait parvenir... A partir de là, il n'est plus possible que le Cameroun politique ne s'enrichisse pas de changements notables. Au contraire, il est urgent qu'il connaisse « d'autres proches collaborateurs » et d'autres méthodes de gouvernance. Forcément, ça va bouger !... Nous ne sommes pas l'Oracle de Delphes pour préciser, dès maintenant, le secteur qui pourra connaître le plus de changements. Mais, nous affirmons que ça doit et que ça va changer. Sinon, d'autres grands « gamins », plus jeunes, plus nombreux et plus exigeants que Cabral et Serge, vont continuer de crier, jusqu'à se faire entendre : « Retirez-vous ; c'est maintenant notre tour !... »



“ Son crime est d'être journaliste ”

Denis Nkwebo, le président du Syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc)

Nous sommes choqués par l'incarcération de Mimi Mefo à la prison centrale de New-Bell. Notre consœur déjà menacée de mort depuis plusieurs semaines a été humiliée par ses bourreaux qui lui ont placé des menottes comme-ci elle était une vulgaire « bandite ». A travers Mimi Mefo, les autorités camerounaises envoient un message clair à la presse. On nous demande de nous aligner derrière l'opinion unique du gouvernement ou alors, dire le contraire de ce que le gouvernement dit et aller en prison. Nous avons une réponse claire : Etant donné que nous sommes la cible des autorités,



nous faisons une injonction aux journalistes de cesser de couvrir les activités gouvernementales jusqu'à nouvelle ordre. Le crime de Mimi Mefo c'est qu'elle est journaliste.

“ Un acte démesuré et inacceptable ”

Denis Emilien Atangana, Président national du Front des démocrates camerounais

L'incarcération de la journaliste Mimi est acte démesuré et inacceptable. En ma qualité de Président national du FDC, nous condamnons avec force ce baillonnement de la presse qui de plus en plus prend des proportions inquiétantes dans un pays que le gouvernement qualifie de démocratique. Le FDC exige la libération sans condition de Mimi et l'arrêt de poursuites judiciaires contre cette brillante et courageuse journaliste. Le FDC note avec regret que la justice militaire se substitue au Conseil national de la communication tout en s'interrogeant, à savoir si les



grandes opportunités vantées par le Président Biya ne deviennent pas déjà les grandes violations et régressions des droits et libertés.

Propos recueillis par J.P.N., P.N. et C.K. (Stg)



THE
POWER
TO KNOW.

NEWS RELEASE

Editorial Contacts:
David Smith
David.C.Smith@sas.com
+44 (0)1628 490 433
Visit the SAS Press Centre
https://www.sas.com/en_us/news.html

Analytics Experience 2018: find out how Analytics is redefining innovation *Analytics visionaries and experts to gather October 22-24 in Milan*

ANALYTICS EXPERIENCE, MILAN (Oct 11, 2018) – What is being done and can be done with data is reshaping the world around us. No organization can sit idly by as the pace of change increases due to technological advances in analytics, Artificial Intelligence (AI) and the Internet of Things (IoT). So why not explore the latest skills and technologies driving innovation at Analytics Experience 2018 in Milan on Oct. 22-24?

At this international conference, more than 1,400 experts, thought leaders, and executives will discuss how they use analytics to build stronger customer relationships, fight fraud, manage risk, and improve their operations. And they will explore emerging areas such as machine learning, IoT and AI. Every industry sector will be represented, and attendees include executives, managers and analytics professionals.

“The successful AI and IoT systems of today and of the future are built on machine learning, optimization and advanced analytics. Artificial intelligence as we currently know it is a continuation of advanced analytics,” explained Oliver Schabenberger, Chief Operating Officer and Chief Technology Officer at SAS. “As the leader in analytics, we are in a great position to help our customers incorporate AI and IoT into their business strategies today, so join us at Analytics Experience to find out what you need to do to ride this wave of innovation.”

Participants can look forward to keynotes from:

- Anders Indset, one of the world's leading business philosophers who gives a new perspective on the “art of thinking”
- Giles Hutchins, pioneering practitioner and executive coach at the forefront of this necessary revolution, who will talk about “Enlivening the Future-Fit Organization Today”
- Roberto Verganti, The Professor of Leadership and Innovation at the School of Management of Politecnico di Milano

During the two-day event, executives from numerous companies and organisations will share their experiences including: EDP Energy & Utilities (Portugal), Banca d'Italia (Italy), Utrecht Healthcare (Netherlands), Insurance Fraud Bureau (UK), Konica Minolta (Japan), Energisa (Turkey), Scandinavian Airlines (Sweden), VTB Bank (Russia), Techniker Krankenkasse (German Statutory Health Fund), Standard Bank (South Africa), Sky (UK), SciSports (Netherlands), Tokyo Electric Company (Japan), Raiffeisenlandesbank NÖ-Wien (Austria).

Oliver Schabenberger, Executive Vice President, Chief Operating Officer and Chief Technology Officer at SAS, will open the conference on October 23 at the MiCo – Milano Congressi, the largest convention center in Europe. Other SAS speakers include Randy Guard, Executive Vice President and Chief Marketing Officer, and Mary Beth Moore, AI and Language Analytics Strategist.

There will also be 62 break-out sessions, four hands-on workshops and 12 super demos – as well as plenty of opportunity to network with fellow attendees.

The SAS Analytics Experience is a global event series, which brings together thousands of attendees on-site and online to share ideas on critical business issues. You can live stream the event via this link.

Reduced admission is available for participants from educational institutions. Register today at the Analytics Experience 2018 website.

- ENDS -

About SAS

SAS is the leader in analytics. Through innovative software and services, SAS empowers and inspires customers around the world to transform data into intelligence. SAS gives you THE POWER TO KNOW®.

SAS and all other SAS Institute Inc. product or service names are registered trademarks or trademarks of SAS Institute Inc. in the USA and other countries. ® indicates USA registration. Other brand and product names are trademarks of their respective companies. Copyright © 2018 SAS Institute Inc. All rights reserved.

SAS Institute Inc. World Headquarters SAS Campus Drive Cary, NC 27513
TEL: 1 919 677 8000 FAX: 919 677 4444 U.S. SALES: 800 727 0025 www.sas.com



THE
POWER
TO KNOW.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Editorial Contacts:
David Smith
David.C.Smith@sas.com
+44 (0)1628 490 433
Visit the SAS Press Centre
https://www.sas.com/en_us/news.html

Analytics Experience 2018: découvrez comment l'analytique redéfinit l'innovation *Des Pionniers et des experts de l'analytique se sont réunis du 22 au 24 octobre à Milan*

ANALYTICS EXPERIENCE, MILAN (11 oct. 2018) - Le monde qui nous entoure est redéfini par ce qui est fait et qui peut être fait avec des données. Aucune organisation ne peut rester passive face au rythme de changement dû aux progrès technologiques en matière d'analytique, d'intelligence artificielle (IA) et d'Internet des objets (IdO). Alors, pourquoi ne pas explorer les dernières techniques et technologies qui propulsent l'innovation à l'Analytics Experience 2018 du 22 au 24 octobre à Milan ?

Lors de cette conférence internationale, plus de 1 400 experts, leaders d'opinion et dirigeants ont discuté de la manière dont ils utilisent l'analytique pour renforcer les relations avec les clients, lutter contre la fraude, gérer les risques et améliorer leurs opérations. Et ils ont exploré des domaines émergents tels que l'apprentissage automatique, l'IdO et l'IA. Tous les secteurs de l'industrie ont été représentés, notamment des dirigeants, des cadres et des professionnels de l'analytique.

« Les systèmes IA et IdO performants d'aujourd'hui et du futur reposent sur l'apprentissage automatique, l'optimisation et l'analytique avancée. L'intelligence artificielle telle que nous la connaissons actuellement est un prolongement de l'analytique avancée », a expliqué Oliver Schabenberger, directeur des opérations et directeur de la technologie chez SAS. « En tant que leader de l'analytique, nous sommes très bien placés pour aider nos clients à intégrer l'IA et l'IdO dans leurs stratégies commerciales actuelles.

Les participants ont eu l'opportunité d'écouter les allocutions de :

- _ Anders Indset, l'un des éminents Experts du monde des affaires qui donne une nouvelle perspective à « l'art de penser »
- _ Giles Hutchins, professionnel pionnier et coach exécutif à l'avant-garde de cette révolution nécessaire, abordera le thème « donner vie aujourd'hui au type d'organisation adapté à l'avenir »
- _ Roberto Verganti, Professeur de leadership et d'innovation à la School of Management of Politecnico di Milano

Pendant deux jours, les dirigeants de nombreuses entreprises et organisations ont partagé leurs expériences, notamment : EDP Energy & Utilities (Portugal), Banca d'Italia (Italie), Utrecht Healthcare (Pays-Bas), Insurance Fraud Bureau (Royaume-Uni), Konica Minolta (Japon), Energisa (Turquie), Scandinavian Airlines (Suède), VTB Bank (Russie), Techniker Krankenkasse (Fonds allemand pour la santé publique), Standard Bank (Afrique du Sud), Sky (Royaume-Uni), Sci Sports (Pays-Bas), Tokyo Electric Company (Japon), Raiffeisenlandesbank NÖ-Wien (Autriche).

Oliver Schabenberger, vice-président exécutif, directeur des opérations et directeur de la technologie chez SAS, a ouvert la conférence le 23 octobre au MiCo - Milano Congressi, le plus grand centre de congrès d'Europe. Randy Guard, vice-président exécutif et directeur du marketing,

et Mary Beth Moore, spécialiste en langage analytique et intelligence artificielle, faisaient partie des intervenants de SAS.

62 sessions d'échange ont eu lieu, quatre ateliers pratiques et 12 supers démos - ainsi que de nombreuses occasions de développer des relations avec les participants.

L'Analytics Experience de SAS est une série d'événements mondiaux qui réunit des milliers de participants sur place et en ligne pour partager des idées sur des enjeux commerciaux essentiels.

- FIN -

A propos de SAS

SAS est le leader de l'analytique. Grâce à ses logiciels et ses services innovants, SAS responsabilise et inspire ses clients du monde entier à transformer leurs données en informations. SAS vous donne THE POWER TO KNOW® (le pouvoir de savoir).

SAS et tous les autres noms de produits ou services de SAS Institute Inc. sont des marques déposées ou des marques de SAS Institute Inc. aux États-Unis et dans d'autres pays. ® indique l'enregistrement aux États-Unis. Les autres noms de sociétés ou de produits sont des marques de leurs détenteurs respectifs. Copyright © 2018 SAS Institute Inc. Tous droits réservés.

SAS Institute Inc. World Headquarters SAS Campus Drive Cary, NC 27513
TEL: 1 919 677 8000 FAX: 919 677 4444 U.S. SALES: 800 727 0025 www.sas.com

Reconstruire les régions en crise

Nord-Ouest/Sud-Ouest. C'est l'un des objectifs de la 2ème collecte de fonds initiée par la Fondation Caritas Cameroun.



La crise dite anglophone ne cesse de battre ses ailles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Elle draine désolation, stupeur et de nombreuses pertes tant matérielles qu'humaines. Pour se mettre à l'abri des exactions, certains ont trouvé refuge au Nigeria voisin. Face à cette situation dramatique, une question se pose aujourd'hui avec acuité aux seins des évêques du Cameroun : Comment reconstruire le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ?

A travers la Fondation Caritas Cameroun, les hommes de Dieu veulent apporter leur pierre à la reconstruction de ces deux régions. Présent à la cérémonie de lancement de la deuxième collecte de fonds de la Fondation Caritas Cameroun, tenue hier 8 novembre 2018 dans la salle Saint-Paul de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun, l'archevêque de

Yaoundé, Mgr Jean Mbarga, a appelé à la générosité de tous. « La Fondation Caritas Cameroun est la voix des évêques au service des pauvres pour une charité élargie. Les évêques ont décidé de ne plus être indifférent vis-à-vis de la croissance de la misère ». Et d'ajouter : « Nous disposons désormais d'un instrument fiable pour sensibiliser toutes les générosités, mobiliser toutes l'hospitalité africaine et surtout la charité chrétienne de telle manière que les réfugiés, les nécessiteux trouvent place chez nous ».

Placée sous le thème : « La collecte des fonds au service de l'église et/ou de l'humanitaire ; Innover la mobilisation des ressources financières dans l'église et rendre compte de leur utilisation », cette édition vise les nécessités et les urgences. Comment reconstruire le Nord-ouest et le Sud-Ouest ? Comment y participer comme

chrétien ? Comment venir en aide à ces familles sinistrées ; aux familles endeuillées ? Comment reconstruire les écoles dévastées ? « Autant d'appel à la générosité que nous lançons aux âmes de bonnes volontés », implore Mgr Jean Mbarga. La notion de charité occupe une place importante dans les saintes écritures. Dans I Corinthiens 13 verset 2, on peut y lire : « Et quand j'aurais le don de prophétie, la science de tous les mystères et toute la connaissance, quand j'aurais même toute la foi jusqu'à transporter des montagnes, si je n'ai pas la charité, je ne suis rien ».

Il est donc question de donner de son temps pour aider les autres ; de se laisser bousculer par la charité. Cette campagne de collecte ira jusqu'au 24 novembre 2018.

Solière Champlain Paka

Les journalistes : rempart contre les fake news

Médias. Le séminaire qui se tient à Yaoundé entend redonner la place centrale à la bonne information dans un environnement numérique difficile à contrôler.

Les réseaux sociaux ne vont pas tuer le journalisme, mais ils influencent à coup sûr la pratique professionnelle. Attention donc au piège de la facilité, prévient le Pr Daniel Anicet Noah, ancien journaliste, universitaire et spécialiste des sciences de l'information et de la communication. Voilà l'un des enseignements de sa leçon inaugurale à l'ouverture du séminaire sur l'utilisation rationnelle des réseaux sociaux. Le thème de cette rencontre est des plus actuels : « Le journalisme face aux réseaux sociaux. Enjeux, défis et contraintes d'une profession à l'ère de la démocratie numérique. »

Aux professionnels de l'information présents, le Pr Noah a rappelé que le fake news n'est pas toujours une fausse nouvelle. « C'est souvent une nouvelle vraie mais diffusée au mauvais moment. C'est donc une nouvelle qui aurait dû attendre dans ce que les journalistes appellent embargo. Le fake news c'est aussi souvent une information sortie de son contexte », explique-t-il.

La prolifération des fake news ne doit pas causer de « panique en la demeure ». Le rôle du journaliste devient plus que jamais central, comme producteur et diffuseur de l'information vraie et utile. « On ne peut pas empêcher aux gens de jouer car, nous sommes dans un siècle où chacun peut diffuser de l'information. Mais le journaliste doit démontrer sa ca-



Yaoundé le 8 octobre 2018. La présentation d'une des thématiques au cours du séminaire.

pacité à traiter l'information pour que celle-ci donne au public la possibilité de discuter. Le challenge du journaliste est de se définir une position plus noble et de crédibiliser son métier », explique Daniel Anicet Noah.

Concurrencés par des millions de personnes sur les réseaux sociaux, les journalistes n'ont pratiquement plus droit à l'erreur, au risque de sombrer dans l'humiliation. « Un journaliste qui est poursuivi pour avoir précipitamment donné une information est un journaliste humilié qui ne peut pas prétendre à l'honneur. »

C'est donc pour défendre cet honneur que le séminaire de Yaoundé a été initié par la section camerounaise de l'Union de la presse francophone (Upf), en partenariat avec le ministère

des Postes et Télécommunications. Les travaux qui ont débuté hier jeudi, 8 novembre 2018, s'achèvent ce vendredi. Les échanges entre les journalistes et les experts du numérique auront porté sur le rôle des réseaux sociaux, les logiques de manipulation qui y ont cours, le factchecking comme réflexe de vérification, le cadre légal et institutionnel de régulation des réseaux sociaux au Cameroun ainsi que la répression des dérives. Les thématiques sont accompagnées de deux ateliers pratiques. Le premier sur la mise en place d'une stratégie de community management. Le second est consacré sur les bonnes pratiques en matière de communication sur les réseaux sociaux.

A.N.

Messamena demande le développement

Est. A l'occasion de la prestation de serment de Paul Biya et ses 36 ans de pouvoir, les populations sont sorties et ont égrainé un chapelet de doléances.

Les populations de l'arrondissement de Messamena sont sorties le 6 novembre pour célébrer simultanément la prise de fonction du nouveau président Paul Biya à travers sa prestation de serment, ainsi que le 36ème anniversaire de l'accession à la magistrature suprême de l'homme du Renouveau. L'arrondissement de Messamena fait face à un déficit criant d'infrastructures ; un tableau qui pénalise à suffisance le fonctionnement des services publics et le développement de cette localité.

Les militants du parti du flambeau et autres sympathisants ont saisi la tribune de cette double cérémonie pour porter de vive voix leurs doléances. « Nous voulons au cours de ce nouveau septennat du président de la République le bitumage de la route Messamena - Somalomo, la dotation en matériel roulant à la gendarmerie et au commissariat de police, l'adduc-

tion en eau potable, pour ne citer que ces doléances », a martelé Privat Mpontsi Ondoua, le président de la section Ojrdpc Haut Nyong Nord-Ouest 1. La présence des jeunes dans le cercle de prise de décision du développement local, est également une préoccupation majeure. « Avec l'opérationnalisation effective du processus de la décentralisation, nous réclamons une forte représentativité des jeunes au sein du conseil municipal », suggère Privat Mpontsi Ondoua.

Avec un score de 99,04 % en faveur du candidat Paul Biya au dernier scrutin présidentiel, l'arrondissement de Messamena se présente comme la locomotive du Rdpc dans la région de l'Est. Les cadres du parti sur le terrain entendent maintenir le cap au cours des consultations électorales à venir. « Les victoires d'aujourd'hui ne doivent pas nous

faire perdre de vue les échéances électorales de l'année prochaine. Nous devons redoubler d'effort pour que Messamena soit toujours dans le peloton de tête et un bastion imprenable du Rdpc », laisse entendre Martin Samba Mbol, le président de la section Rdpc Haut Nyong Nord-Ouest 1.

Les activités de la journée du 6 novembre étaient retransmises à la télévision. A Messamena, les images ont été projetées sur des écrans géants au cercle municipal. Une initiative du président de la section Rdpc Haut Nyong Nord-Ouest 1, afin de donner la possibilité à toutes les populations de l'arrondissement d'être des témoins de la prestation de serment du président Paul Biya. Puis les festivités du 36ème anniversaire de magistrature suprême ont pris le relais.

Charles Mahop

Démission en cascade dans le Rdpc

Faro et Déo. Des cadres du parti ainsi que des militants à la base ont rejoint les rangs de l'Undp.

C'est par des courriers adressés au président de la section Rdpc Faro et Déo 1, avec ampliation au secrétaire général du Comité central du Rdpc, que près de 500 militants ont annoncé leur démission des rangs du Rdpc. Conduit par Mohamadou Tidjani, le président de la sous-section Rdpc Faro et Déo centre ainsi que six présidents des sections et 360 militants, ils ont annoncé officiellement avoir rejoint les rangs de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp).

Dans les lettres de démission, ils accusent les responsables du Rdpc ainsi que les élites du département du Faro et Déo. Parmi les griefs évoqués par les démissionnaires du Rdpc, le manque de considération de la base du parti dans les décisions de la marche du parti, la tricherie et des fraudes ayant émaillé l'élection présidentielle du 7 octobre dernier. « Je vous confirme solennellement ma démission des rangs du Rdpc pour des raisons multiples. Sachez que cette décision prend effet dès ce jour et elle a été décidée en mon âme et conscience sans aucune manipulation », écrit le président de la sous-section Rdpc Faro et Déo centre. Idem pour les autres démissionnaires des sous-sections Rdpc Faro et Déo Centre, Est et Ouest.

D'après le porte-parole des démissionnaires du Rdpc, l'objectif est de faire savoir aux responsables du Rdpc les traitements infligés au militant à la base et surtout des promesses non tenues par le Rdpc. « Avant les élections, ils ont annoncé qu'ils allaient refaire les routes de nos villages ainsi que le retour de l'eau potable. Rien des promesses faites n'a été réalisé. Nous avons été les marginalisés de cette section Rdpc du Faro et Déo 1. Aujourd'hui, il est question pour nous de mettre fin à cette méprise », ex-



plique Alhadji Mohamadou Tidjani, le désormais ancien président de la sous-section Rdpc Faro et Déo centre 1.

« C'est nous qui avons fait gagner le président Biya à travers notre mobilisation dans Tignère. Aujourd'hui, nous avons unanimement décidé de démissionner du Rdpc pour l'Undp. C'est une décision concertée avec l'ensemble des militants des sous-sections Rdpc, OfRdpc et OjRdpc », a expliqué le président de la sous-section OjRdpc du Faro et Déo Ouest, Ibrahim Halil, porte-parole des jeunes démissionnaires.

Joint au téléphone par le Jour, le président de la section Faro et Déo 1 a confirmé avoir reçu des lettres de démission d'un groupuscule d'individus se disant militants du Rdpc. « C'est une opération de communication organisée par le maire de Tignère. Il veut se faire une santé politique. Voilà pourquoi certains de nos camarades démissionnent. Nous sommes et restons le parti leader dans le Faro et Déo », a déclaré Ibra-

him, le président de la section Rdpc du Faro et Déo. Selon lui, l'objectif des dirigeants de l'Undp est de boycotter la cérémonie de prestation de serment du président élu ainsi que la journée du 6 novembre date de l'accession du président Biya à la magistrature suprême.

Pour sa part, le maire de la commune de Tignère, par ailleurs président de la fédération de l'Undp dans le Faro et Déo, se réjouit de cette décision volontaire des militants du Rdpc à rejoindre son parti. « Nous sommes heureux de les accueillir à l'Undp. Ils viennent dans un parti qu'ils croient pouvoir porter leurs aspirations », a déclaré Mohamadou Laminou.

Les dirigeants et élites Rdpc du Faro et Déo annoncent aussi la démission de près de 500 militants de l'Undp pour le Rdpc. La guerre entre les partenaires politiques est ouverte depuis le soir du 7 octobre 2018 pour les échéances électorales futures.

Adolarc Lamissia

100 milliards F.Cfa pour une usine d'assemblage d'automobile

Industrialisation. La plateforme nationale de construction des usines modernes d'assemblage et de montage des véhicules lourds et légers de Douala au Cameroun est en gestation.



Selon l'Agence de promotion industrielle (Api), cette unité industrielle soumise à la loi sur les incitations à l'investissement privé bénéficie de l'exonération fiscal-douanière pendant la phase de construction et de production. D'après Roger Ndjakam, représentant local de la Cameroon Automobile Industry Company (Caic) cette usine qui devrait être opérationnelle au cours des douze prochains mois constitue « la première phase d'un projet plus grand ».

Pour le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, Ernest Gbwabou, « le projet vise la création d'une infrastructure capable d'attirer les grands constructeurs mondiaux ». Annoncé pour générer plus de 1000 emplois, le projet devrait selon le ministre « produire de nombreux effets positifs aux plans économique, technique et social, ainsi que des milliers d'emplois directs à créer et un transfert indéniable de technologie ».

L'exemple de Sotrabus

En rappel, le Cameroun dispose depuis 2015 de sa toute première unité de montage de véhicules à savoir Société de transformation de bus (Sotrabus), spécialisée dans la construction de bus de transport de 45, 50 et 70 places. Située dans la zone portuaire de Douala la capitale économique camerounaise, cette entreprise emploie environ 150 personnes. Selon Albert Mbafe Konkou, l'ingénieur polytechnicien camerounais qui contrôle le capital de la Sotrabus, les bus produits dans la zone portuaire de Douala sont tropicalisés, puisqu'ils sont adaptés aux routes africaines. La Sotrabus ambitionne d'ailleurs de conquérir le continent sur le moyen terme, en commençant par l'Afrique centrale.

Selon le top management de Sotrabus, l'entreprise a déjà monté plus de 20 bus depuis sa création. Ces engins font aujourd'hui la fierté de certaines compagnies locales (Finex, Trésor Voyages, ou encore Princesse Voyages, etc.) de transport interurbain, actives sur le triangle routier Yaoundé-Douala-Bafoussam.

H.N.IV

Deux accords pour booster l'Agriculture

Cameroun. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural du Cameroun et l'Office chérifien des phosphates (OCP, Maroc) ont signé lundi à Yaoundé deux accords de partenariat pour le développement de projets agricoles au Cameroun.



Axé sur l'accompagnement dans la réalisation des projets agricoles, le premier accord met un accent particulier sur l'élaboration d'une carte de fertilité des sols camerounais, le renforcement de capacités et les échanges scientifiques et académiques en rapport avec le développement de l'agriculture.

Le deuxième accord met en perspective les contours de la réalisation d'une étude visant à élaborer une carte de fertilité des sols du Cameroun. Le lancement de la phase pilote de cette étude portant sur une su-

perficie de 100 000 hectares est prévu l'année prochaine.

Selon les termes de l'accord, le Cameroun devrait nettement améliorer sa productivité agricole car pendant la phase de lancement, l'OCP mettra ses experts à contribution pour un transfert de technologies. En outre, cette initiative devrait favoriser la mise en place d'une stratégie de vulgarisation des semences et des nouvelles techniques culturales afin d'améliorer la production agricole.

F.E

La crise anglophone fait chuter les exportations de bananes

Agriculture. Au cours des mois de septembre et d'octobre 2018, les producteurs de bananes en activité sur le territoire camerounais ont exporté 29 747 tonnes de produits, selon les statistiques que vient de rendre publiques l'Association camerounaise de la banane (Assobacam).



Cette cargaison est en baisse de 13 394 tonnes, en comparaison avec les 43 141 tonnes exportées sur la même période en 2017. La proportion de cette baisse est pratiquement équivalente aux quantités exportées au cours de la même période en 2017 par la Cameroon Development Corporation (14 442 tonnes), unité agro-industrielle publique, qui affiche des exportations nulles en septembre et octobre 2017, selon le listing publié par l'Assobacam.

En effet, depuis un an, cette entreprise qui revendique le statut de 2ème employeur du Cameroun (avec 22 000 employés), derrière l'administration publique, a vu ses activités plombées à cause des

violences orchestrées dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest par des sécessionnistes qui revendiquent la partition du pays.

Ces derniers mois, apprenant de bonnes sources, les sécessionnistes ont multiplié des exactions dans les plantations de la Cameroon Development Corporation (CDC), s'attaquant à l'intégrité physique des employés. Aussi en septembre et octobre 2018, les exportations de bananes au Cameroun ont-elles été exclusivement assurées par la société des plantations du Haut Penja (PHP) et Boh Plantations. Dans le détail, PHP, filiale de la compagnie fruitière de Marseille et leader du marché de la banane au Cameroun, a expédié 27 688

tonnes au cours de la période sous revue, en hausse de 537 tonnes, par rapport à la même période en 2017. Boh Plantations, lui, affiche des exportations de 2059 tonnes sur la même période, soit une progression de 511 tonnes par rapport à l'année dernière.

Déjà 2,153 milliards FCFA de pertes

En rappel, selon les estimations du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam) la crise dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest a déjà coûté 2,153 milliards FCFA en termes de destructions de biens immobiliers, de matériels roulants et meubles. Le manque à gagner en termes de chiffres d'affaires est estimé à 269,056 milliards FCFA dans les secteurs investigués : industries agroalimentaires, agro-industries locales, télécommunications, filière café - cacao, services agricoles et distribution.

En termes d'emplois, les pertes sont essentiellement celles des entreprises agro-industrielles. Dans l'ensemble, près de 8 000 emplois relevant du secteur formel sont aujourd'hui menacés en plus des 6 434 emplois déjà perdus sur les sites en arrêt de production des agro-industries. Le secteur agro-industriel résume à lui seul la désolation de la région du Sud-Ouest qui vient de perdre son leadership en matière de production cacaoyère sur le plan national au profit de la région du Centre.

H.N.IV

"Le Quotidien *Le Jour* informe ses lecteurs, annonceurs et autres partenaires que sa Direction Régionale du Littoral est située à Douala au Carrefour Idéal.

Pour toutes autres informations, contactez le service commercial du Littoral aux numéros suivants:

699-93-76-72 / 677-28-48-15

Email: lejourquotidien@yahoo.fr

With Afriland
our child
dream

Go to the ne
or contact y
manage

8050
Call
center
24h/7

 Afriland

www.afriland.com

1053 Place de l'Indépendance
11834 Yaoundé - Cameroun
@ first.bank@afrilandfirst.bank.com
f @afrilandfirstbankgroup



La Sabc offre des médicaments à la léproserie de Koutaba

Humanitaire. Le Groupe Sabc a offert le 2 novembre 2018, médicaments de premier secours, des denrées alimentaires et de la literie à la léproserie de Koutaba dans la région de l'ouest.



La cérémonie était présidée par le délégué départemental des affaires sociales Moma Anne Odile en présence d Faustin Tiam, directeur d'usine du Groupe Sabc qui représentait le Directeur Général du Groupe Sabc, Emmanuel

DE Tailly. Le délégué départemental a saisi cette occasion, pour féliciter et remercier le Groupe Sabc pour les actions citoyennes qu'il déploie à travers le pays afin de procurer du bonheur, faire vivre un espoir et apporter une solution aux at-

tentes de responsabilité sociale du public. Le don offert à la léproserie de Koutaba était composé de : des médicaments de premier secours (1 bidon de 30 litres d'alcool, carton d'antibiotique, des bandages et du nécessaire de pansement), des

denrées alimentaires (4 sacs de riz de 50 kg, 4 cartons de sucre, 2 cartons de savon, 20 sachets de 950g de détergent, 4 cartons d'huile raffinée, 2 cartons de lait, 1 carton d'eau de javel, 4 sacs de sel, 2 cartons de sardine, 192 rouleaux de papier hygié-

nique) et de la literie (28 couvertures).

Appui aux malvoyants de Bafoussam

Ce même 2 novembre 2018, la Sabc a apporté un appui au Centre des Aveugles et Malvoyants (Cispam) de Bafoussam dans la région de l'ouest. Le don offert au Cispam était composé de 35 rames de papiers Braille, de denrées alimentaires de literie (73 couvertures),

et de ustensiles de cuisine. Ces différents dons rentrent dans le programme des Journées Citoyennes du Groupe Sabc lancé dans le cadre de la célébration des 70 ans des Brasseries du Cameroun, pour partager avec le public des 10 régions du Cameroun, les valeurs de l'entreprise : Performance, responsabilité, intégrité, Loyauté, Professionnalisme et Innovation.

F.E

La marque Zara à la conquête de l'Afrique

Offensive. Le groupe espagnol Inditex a annoncé le lancement d'une plateforme numérique pour rendre ses produits disponibles depuis 106 nouveaux marchés



Une boutique Zara.

La marque de vêtements Zara sera accessible depuis 106 nouveaux marchés, essentiellement en Afrique. Le groupe espagnol Inditex a annoncé le lancement, jeudi 8 novembre, d'une plateforme numérique pour sa marque de prêt-à-porter. Un pas fondamental pour relever son objectif d'être présent en ligne partout dans le monde d'ici à 2020.

« La plupart de ces nouveaux marchés se situent en Afrique, y compris en Angola, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Ghana. De plus, la boutique en ligne fait ses débuts dans de nombreuses parties des Caraïbes et d'Indonésie », a indiqué le groupe dans un communiqué. Ce que la marque espagnole de « fast fashion » a

qualifié d'« étape importante » va lui permettre d'être « disponible dans 202 marchés au total ».

Opérations en ligne

Pour Inditex, le « fast fashion » consiste à fabriquer 60 % de ses vêtements relativement près du siège, en Europe et au Maghreb, pour pouvoir mettre en rayon en quinze jours des pièces collant aux tendances de la mode. Mais face à des mastodontes comme Amazon, et malgré un virage pris avec un peu de retard en 2010, le propriétaire de Zara mise désormais sur une stratégie numérique intégrée pour tirer sa croissance. Sur la nouvelle plateforme, les clients pourront passer commande en français

et en anglais et recevoir leurs colis « entre trois et sept jours en fonction de la destination », lit-on dans le communiqué.

Inditex a annoncé en septembre que les huit marques du groupe (Zara, Oysho, Bershka, Massimo Dutti...) offriront un service de vente en ligne dans tous les pays d'ici à 2020, même là où le groupe ne possède pas de boutique physique. Son PDG, Pablo Isla, avait assuré lors de la présentation des résultats que les « opérations en ligne continuaient d'augmenter très vite », sans toutefois donner de chiffres, alors qu'en 2017 les ventes en ligne avaient représenté 10 % du chiffre d'affaires total.

F.E

La citation

Notre pays peut utiliser l'intelligence économique enfin de se tailler une place dans la compétition internationale. A condition de poser les bases intelligentes pour la formation d'une armée de soldats à point .

Maurice Simo Djom, chercheur en intelligence économique.

Le chiffre

60 milliards FCFA

Le Cameroun espère un appui de 60 milliards FCFA au terme de la 3ème revue du programme économique avec le FMI.

First Bank
dren can
m big

arest branch
our porfolio
er today



nd First Bank

firstbank.com

(237) 2 22 23 30 68 / 2 22 23 63 27

(237) 2 22 22 17 85

@AFB_Cameroun



**TV5MONDE
AFRIQUE**

**RETROUVEZ LE
MEILLEUR DES
PROGRAMMES
AFRICAINS SUR
L'APPLI GRATUITE**

**100% AFRIQUE
100% MOBILE**



afrique.tv5monde.com

L'audience du journaliste du Messenger renvoyée

Bafoussam. Joseph Olinga, le chef d'agence du quotidien privé Ouest et Nord-Ouest est traîné en justice pour « rébellion ». Le procès a été renvoyé hier au 13 décembre pour défaut de plainte de l'accusation.



Hier au tribunal de première instance de Bafoussam, Joseph Olinga, le chef d'agence du quotidien Le Messenger était serein dans la salle d'audience. Accusé de « rébellion » depuis son interpellation le samedi 3 novembre dernier autour de 23H30. Le journaliste et syndicaliste est resté égal à lui-même à la grande surprise de certains de ses confrères malgré son état physique pas encore au beau fixe dont les traces de coups reçus de ses bourreaux lors de son interpellation restent visibles. Sans plainte ni témoin de l'accusation, l'affaire a été renvoyée au 13 décembre pro-

chain. Le chef d'accusation cité par le juge parle de rébellion. Pour le juge, l'accusé s'est opposé à l'exécution d'une décision préfectorale. Face à ce chef d'accusation, l'accusé plaide non coupable.

En rappel, ce journaliste avait été interpellé le samedi 3 novembre en reportage au quartier Akwa-Bafoussam. Un reportage inspiré du communiqué-radio du sous-préfet de Bafoussam premier interdisant les débits de boisson, snack-bars, casinos d'ouvrir après 21h ce jour. Joseph Olinga avait ainsi décidé de vérifier l'effectivité de cette décision sur le terrain. « Nous étions sortis pour prendre le pouls de l'actualité en ces

temps de tensions politiques. Et c'est aux environs de 22H que le premier adjoint du préfet de la Mifi en compagnie de quatre éléments en civil a fait éruption au cabaret facebook et a sonné d'arrêter la musique et de quitter les lieux. Jo est allé vers eux pour avoir les raisons de cette décision. C'est dès lors qu'il sera bastonné puis jeté dans un car de la gendarmerie et conduit vers une destination inconnue », justifie son collègue. C'est autour de 9H le dimanche 4 novembre que ses confrères à sa recherche seront informés de ce qu'il séjourne à la brigade de recherche de Bafoussam.

C'est à la tombée de la nuit du lundi 5 novembre que ce dernier avait été libéré pour comparaître libre après avoir été déféré quelques heures avant au tribunal militaire. C'est de la décision de sa mise en liberté avait été prise. C'est ainsi qu'il sera invité à se présenter au tribunal le jeudi 8 novembre 2018. A la barre, l'accusé accompagné de son avocat a été surpris comme tout le monde de constater que le chef d'accusation est passé de « rébellion simple et outrage à fonctionnaire » à « rébellion ». Hier au tribunal pour « défaut de plainte et de témoins », l'affaire a été renvoyée au 13 décembre prochain.

Aurélien Kanouo

Plus d'argent pour l'école

Education. 63 organisations regroupées au sein de l'Ong Cefan demandent au gouvernement de tenir sa promesse faite en février 2018.



L'éducation au Cameroun a des problèmes : en février 2018, 56 enseignants ont été arrêtés parce qu'ils réclamaient le paiement des arriérés de salaire. Trois mois après le début de la rentrée scolaire, certains livres sont encore rares sur le marché. Dans certaines localités du pays, des salles de cours et des enseignants manquent. Dans d'autres, des enfants ne sont pas scolarisés. Voilà autant de difficultés auxquelles se heurte le système éducatif au Cameroun. Parce qu'il faut remédier à cette situation, les membres de la Cameroon Education for all network (Cefan) demandent que soit augmenté le budget de l'éducation au Cameroun. Ils sollicitent que le pays s'arime aux normes internationales, soit

20% du budget, comme recommandé par l'agenda 2030.

Actuellement, la part du budget allouée à l'éducation au Cameroun représente 14,92%. Le gouvernement avait promis de porter cette part à 18,5%, c'est-à-dire passer de 673,494 milliards de Fcfa à 850 milliards. Une promesse faite le février 2018 à Dakar, par Jean Ernest Ngalle Bibehé au cours d'une conférence réunissant les ministres africains de l'Education. « Le Cameroun fait actuellement face à des difficultés économiques. La chute des coûts des hydrocarbures depuis 2014, les problèmes sécuritaires (...) Malgré ce contexte, le Cameroun maintient sa ferme volonté de faire de l'éducation sa priorité (...) », avait déclaré l'ex-ministre des Enseignements secondaires à cette rencontre.

Exprimé le 2 novembre 2018, le plaidoyer de la Cefan intervient quelques heures avant l'ouverture de la session parlementaire. Donc à point nommé. « Le gouvernement a plusieurs chantiers sur la table, il est de notre devoir de lui rappeler ses engagements en faveur de l'éducation. Nous profitons donc cette session pour demander aux parlementaires d'examiner cette question », a déclaré Benjamin Ndezelen Serkhem, le président de cette association. En attendant, les membres de cette Ong (Cefan) qui compte 63 organisations de la société civile restent aux aguets. La Cameroon Education for all network a été créée en 2005 pour défendre les questions liées à l'éducation.

Guillaume Aimée Mete

Les journaux ne sont pas distribués

Bertoua. Les lecteurs n'ont pas accès aux journaux à capitaux privés à cause de la pénurie de cet outil d'information.

Les journaux écrits et distribués sur l'ensemble du territoire national ne sont pas lus dans la région de l'Est. Et pour cause ces journaux ne sont pas distribués dans la région de l'Est. Il est difficile voire impossible d'avoir un exemplaire des journaux écrits dans la région de l'Est en général et dans la ville de Bertoua en particulier. Les clichés sont plus illustratifs dans les kiosques à journaux où l'on ne retrouve que des exemplaires de Cameroon Tribune qui résistent encore aux méfaits des intempéries : « Les journaux ne nous parviennent plus, moi-même j'ignore les raisons de cette pénurie car je travaille seulement pour quelqu'un. J'ai interrogé le patron il ne dit rien » déclare Berlyse Kouba une gérante d'un kiosque à journaux situé au centre de la ville de Bertoua. Selon les revendeurs des journaux, cette pénurie est due à une rupture temporaire de la relation entre Messapresse et les revendeurs des journaux de la ville de Bertoua : « Obtenir l'agrément auprès de Messapresse n'est pas facile, même ceux qui ont réussi ont toujours fermé et ceci à cause de l'intransigeance du distributeur Messapresse dont les facturations sont très douloureuses pour nous » se plaint Sanga Kenmogne revendeur des journaux situé à proximité des services du gouverneur de la région de l'Est.

Si le quotidien national Cameroon Tribune circule bien



dans les bureaux administratifs par le billet d'un circuit de distribution spéciale mis en place par la Sopecam à Bertoua, les journaux à capitaux privés n'existent que par des vieux numéros qui datent de plusieurs années. Cette absence des journaux privés à Bertoua embarrasse beaucoup les lecteurs : « Nous tirons le maximum de bonnes informations dans la presse privée, lorsqu'elle ne nous parvient pas, on se sent sevré et là nous sommes en marge des informations alors, les vraies informations du pays » se lamente Gédéon Boundjo. Et Sylvanus Valentine Tageng un cadre de l'administration d'ajouter : « Je reçois Cameroon Tribune chaque jour mais pour moi c'est insuffisant, c'est le média d'Etat, il est très institutionnel alors que dans la presse privée on sent la liberté du journaliste car le rédacteur va au fond de l'analyse dans son article, il ose aborder certains sujets, mais ici à Bertoua c'est un véritable calvaire car on n'a pas accès à la presse privée ». Les populations de la ville et celle de la région de l'Est dans leur di-

versité très ingénieuse ont trouvé un moyen pour pallier à la pénurie des journaux : « Je me contente de la revue de presse tous les matins dans certaines chaînes de télévision, certes que c'est insuffisant car on ne lit que quelques-unes, mais les commentaires des présentateurs nous donnent quand même une idée du contenu du journal » explique Sosthène Manassé Easo. « Je lis quelques articles des journaux privés sur le net, c'est vrai qu'il y a un décalage d'un jour et parfois les caprices de la connexion ne sont pas souvent de nature à nous faciliter la tâche » laisse entendre Marguerite Aloma chef d'entreprise. Le regard des uns et des autres est désormais fixé vers les pouvoirs publics pour une sortie de cette crise : « Il faut seulement que le ministère de la culture et celui de la communication s'activent pour que tout rentre dans l'ordre dans la chaîne de distribution des journaux » suggère Sanga Kenmogne.

Charles Mahop

Avis de décès

La grande famille Mbeumeu, la grande famille Ndjojop, ont le regret d'annoncer le décès de leur fils, frère, oncle, papa et époux,
Ndjojop Ndjojop Lucien,
décédé le 3 novembre 2018 de suite de courte maladie.

Programme

Du 3 au 7 novembre 2018.
Recueillement tous les soirs au domicile sis à Biyem-Assi (derrière la station Oil Lybia).

Jeudi 8 novembre 2018
Grande veillée sans corps à partir de 20h

Vendredi 9 novembre 2018
8h00 : Levée de corps à la morgue Cefta a Ekounou
9h00 : Escale au domicile familial
13h00 : départ pour le village Bangoua
20h00 : Arrivée du cortège et veillée jusqu'à l'aube

Samedi 10 novembre 2018
8h00 : Mise en place des invités et début des cérémonies
9h00 : Messe, témoignages
11h00 : Inhumation suivie des funérailles
Collation et fin des cérémonies



Mission d'inspection Caf capitale dès demain

Can Total 2019. Une séance de travail préparatoire regroupant les responsables des entreprises chargées de la construction des infrastructures a eu lieu hier à Yaoundé.

La 4ème mission d'inspection de la Confédération africaine de football (Caf) aura lieu du 10 au 15 novembre prochains au Cameroun. Elle vient constater l'état d'avancement des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures sportives dans les différents sites devant abriter la Can Total Cameroun 2019. Pour préparer cette visite des inspecteurs de la Caf, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, le ministre des Sports, a eu une séance de travail hier avec tous les chefs d'entreprises impliqués dans la construction des infrastructures. Il a été question de faire le point sur l'état d'avancement de différents travaux et surtout sur le respect des délais de livraison des ouvrages. « Les experts vont, entre autres, s'appesantir sur le respect des délais des chronogrammes des travaux, ainsi que sur la traduction concrète par des réalisations appropriées des différentes

recommandations formulées par les inspecteurs de la Caf par site », a tenu à rappeler Bidoung Mkpatt aux entrepreneurs.

Le ministre des Sports a insisté sur certaines remarques faites par les inspecteurs de la Caf lors de la dernière visite dans les différents sites. « Les inspecteurs de la dernière mission ont énoncé les priorités à strictement respecter qui concernent, pour les terrains d'entraînement, les pelouses, les vestiaires, l'éclairage, les entrées bus des délégations officielles et des équipes. Ensuite les stades de compétition qui doivent tous être livrés dans les délais que vous avez donnés. Pour cela, parmi les membres de la prochaine mission de la Caf, figurent des experts spécialisés dans le domaine des infrastructures. Faites tout pour que des réponses pertinentes soient apportées avec concision et précision aux experts de la Caf », a conseillé Bidoung Mkpatt.

A l'issue de plus de quatre heures de travaux, le ministre des Sports a fait des recommandations à tous les chefs d'entreprises. « Je demande aux ingénieurs projets d'être à la disposition des chefs d'entreprises et des responsables des bureaux d'études techniques pour des facilités liées aux procédures. Je demande à tous les chefs d'entreprises, aux responsables des bureaux d'études techniques d'apporter des réponses précises et concrètes aux inspecteurs de la prochaine mission Caf pour qu'ils soient rassurés que le Cameroun organisera avec brio la prochaine Can Total Cameroun 2019. Je demande à tous les chefs d'entreprises de bien vouloir, dans de très brefs délais, nous faire parvenir des rapports succincts sur les difficultés qui persisteraient dans leur travail. Enfin, je voudrais rassurer les chefs d'entreprises pour l'engagement du

gouvernement camerounais à respecter les doléances et à trouver des solutions appropriées à tous les problèmes qu'ils ont eu à poser. Je voudrais rassurer les chefs d'entreprises que sous la très haute impulsion du chef de l'Etat, sous la coordination du chef de gouvernement que tout sera fait pour qu'ils puissent respecter tous les engagements pris dans l'exercice de leur travail ». Rappelons que dans le cadre des préparatifs de cette 32ème édition de la Can de football, la Caf avait déjà envoyé ses inspecteurs dans les différents sites devant abriter cette compétition du 12 au 21 janvier 2018, du 19 au 22 mars 2018 et du 6 au 14 août 2018. A ces missions d'inspection des infrastructures, la commission de sécurité de la Caf a effectué une visite au Cameroun du 26 octobre au 1er novembre derniers.

Achille Chountsa

Le Chef de l'Etat marque son accord

Organisation Can féminine de handball 2020. Heureux dénouement, le gouvernement camerounais qui avait jusqu'au 10 novembre pour adresser sa lettre d'engagement.

C'est officiel, le Chef de l'Etat du Cameroun Paul Biya, vient de marquer son accord pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations Dames 2020, prévue en décembre. Une bonne nouvelle, quand on sait que le gouvernement camerounais bénéficiait jusqu'au 10 novembre pour s'engager. C'est désormais chose faite, plusieurs postulants se bousculaient pour remplacer le Cameroun.

« Faisant suite à votre correspondance de référence relative porté en marge, j'ai l'honneur de vous informer que le Chef de l'Etat a marqué son accord pour

l'organisation de la 24e Coupe d'Afrique des Nations de handball Seniors Dames au Cameroun en décembre 2020 », signé du secrétaire General de la Présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh. Une décision qui tombe à point nommé, a la grande satisfaction des dirigeants de la Fédération camerounaise de handball, qui ont cru jusqu'au bout. Le Cameroun aura une fois de plus l'occasion d'accueillir ce grand rendez-vous Africain.

Après deux délais butoirs non respectés par la Fédération camerounaise de handball (Fecahand), la Confédération africaine

de handball (Cahb), attendait la lettre d'engagement du gouvernement Camerounais. Un ultime délai a été accordé à la Fecahand lors du dernier Conseil d'administration de la Cahb à Abidjan, délai qui expirait le 10 novembre 2018. Pour rappel, le gouvernement du Cameroun avait jusqu'au 15 septembre 2018, pour adresser à la Confédération africaine de handball (Cahb), la lettre d'accord, pour l'organisation de la 24e édition de la Coupe d'Afrique des nations de handball Dames.

Une délégation de la fédération Camerounaise de handball

avec à sa tête son Président, Raymond Mbita, avait effectué le 10 au 13 juillet une mission à Abidjan. Une présence en terre ivoirienne au siège de la Cahb, dans le cadre de la confirmation de la candidature du Cameroun en vue de l'organisation de l'édition 2020 de la Can Dames à Yaoundé. Au terme de la brillante présentation du dossier de confirmation, la Cahb a noté avec la grande satisfaction, la volonté manifeste des autorités, pour leur soutien à l'organisation de l'édition 2020

Moïse Moundi

As Fap football en finale

Barrages dans le Centre. Elle a obtenu son ticket à l'issue de la 4ème série de tirs aux buts (5-4) face Fauve Azur hier au stade du Centre technique de la Fécafoot à Yaoundé.

Le match entra Fauve Azur et As Fap football programmé comme match de barrages de la poule B dans la ligue régionale du Centre, est à considérer comme l'un des plus longs de la saison sportive 2017/2018. Les deux équipes se sont neutralisées à l'issue des matchs de poule et il fallait ce match pour déterminer le finaliste de cette poule, devant affronter Académie Fc Nyom 2, afin de déterminer le représentant de cette région au prochain Tournoi Inter poules d'accession en Elite Two. Il fallait alors un vainqueur hier. C'est alors l'équipe des bidasses qui a arraché le ticket qualificatif pour la finale aux termes d'une série palpitante de tirs aux buts, arrivée à la troisième série avec la victoire d'As Fap, (1-1 et 5-4 atb). Et l'on est passé par toutes les émotions. De la joie à la tristesse pour Fauve Azur et l'inverse pour As Fap.

Christian Aristide Mbebe, le gardien de buts de Fauve Azur, a beau être décisif lors de la série de tirs aux buts, mais trahi par la maladresse de ses coéquipiers. Ce gardien de buts a fait le plus dur en détournant les deux premiers tirs aux buts de Mahamat

(capitaine) et Michel Assako d'As Fap. L'on voyait déjà la victoire dans le camp de Fauve Azur, surtout après la réussite de ses trois premiers tirs. Seulement, Gilbert Bovoum Obam et Franck Gaza de Fauve Azur ont vu leur tir arrêtés par Arnaud Genaire Ndongo, le gardien de buts d'As Fap, rentré à l'ultime minute de jeu, uniquement pour l'épreuve de tirs aux buts. La deuxième série va

s'ouvrir avec Christian Aristide Mbebe auteur d'un autre arrêt. Mais ses coéquipiers vont à nouveau faire preuve de maladresse. Daniel Passa Esso, le capitaine de Fauve Azur, n'a pas tenu son rang. Son tir manqué va mettre fin à cette rencontre soldée par un score de parité (1-1) à l'issue des prolongations. Fauve Azur a ouvert le score à l'ultime minute de la première partie par Honore

Neonoleba, avant de se faire rattraper 20 minutes après la reprise par une égalisation de Christian Onguené de Fap. La finale des barrages dans la ligue régionale de football du Centre opposera alors As Fap football à Académie Fc Nyom 2. La date reste à déterminer.

A.C

«Dans ce sport on doit être Fair-Play»

Norbert Nya Nkamenjo, président de Fauve Azur



Mes enfants ont perdu. Mais, ils n'ont pas démerité. Ils ont fait la course en avant pour mener au score. Les autres ont eu l'opportunité d'égaliser. Nous avons continué à appuyer sur l'accélérateur et malheureusement on n'a pas pu inscrire ce deuxième but, qui aurait pu nous mettre à l'abri. Maintenant, quand on arrive aux tirs aux buts, il faut un brin de chance. Nous avons pris l'avance de deux tirs à zéro. Malheureusement, les enfants qui sont venus après n'ont pas été assez lucides et c'est à ce niveau que l'adversaire a fait la différence. On est

passé de la joie à la tristesse. Ça fait partie du charme du football. Quand on vient dans ce sport on doit être Fair-Play. On peut gagner comme on peut perdre. Il se trouve qu'aujourd'hui, nous avons perdu au mauvais moment. Je ne peux pas jeter l'anathème sur mes joueurs. Ils se sont battus ; ils ont été valeureux. Dommage qu'ils sont tombés aux tirs aux buts. Je leur tire un coup de chapeau. Nous allons continuer à travailler. Nous disons bonne chance à ceux qui restent dans la compétition.

Propos recueillis par A.C

Les 21 Lionnes de l'expédition

Can féminine Ghana 2018. La liste des joueuses retenues par le sélectionneur Joseph Ndoko a été publiée hier.

Les Lionnes Indomptables quittent le Cameroun ce jour pour un stage d'acclimatation en Côte d'Ivoire avant de rejoindre le site de la compétition. Le départ pour Abidjan est fixé à 8h ce matin à partir de l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen. Avant de quitter le pays Joseph Ndoko, le sélectionneur des Lionnes, a rendu public la liste des 21 joueuses qu'il a communiquée à la Caf mercredi dernier, délai de rigueur.

Hier, les Lionnes ont reçu la visite de Bidoung Mkpatt, le ministre des Sports. Au cours de cette rencontre, le patron des sports a échangé avec les joueuses sur les objectifs de la sélection camerounaise. Tout le monde a été unanime, selon nos informations, qu'il est question d'aller remporter ce trophée de la Can féminine qui manque encore au palmarès des Lionnes.

A.C

N°	Noms et prénoms	Numéros Caf
1	Annette Flore Ngo Ndom	1
2	Diane Nadège Bayegla Ndeme	16
3	Marthe Yolande Ongmahan	21
4	Michaela Abam	15
5	Augustine Sylvia Ejangué Siliki	5
6	Raïssa Feudjio Tchuanjo	8
7	Henriette Michèle Akaba Edoa	22
8	Madelein Michèle Ngono Mani	21
9	Thérèse Ninon Abena	14
10	Jeannette Grâce Ngock Yango	10
11	Yvonne Patrice Leuko Chibosso	4
12	Claudine Falone Meffometou	12
13	Généviève Edith Ngo Mbeleck	20
14	Gaëlle Déborah Eganamouit	17
15	Marlyse Ngo Ndoumbouck	19
16	Marie Aurèle Awona	11
17	Christine Patience Manie	2
18	Francine Zouga Edoa	6
19	Nchout Njoya Ajara	3
20	Gabrielle Aboudi Onguené	7
21	Charlène Meyong Menene	13

Buchard Menguede, nouvel entraîneur

Equipe national Dames de handball. Une décision ministérielle qui fait de lui le principal par intérim durant la Can 2018 au Congo en lieu et place de Jean-Marie Zambo limogé.

Quelques semaines du coup d'envoi de la 24e édition de la Coupe d'Afrique des Nations 2018 de handball Dames au Congo, prévue du 3 au 18 décembre au Congo, la sélection Nationale du Cameroun, enregistre l'arrivée d'un nouveau technicien.

Simon Buchard Menguede est le nouvel entraîneur principal par intérim des Lionnes Indomptables du Cameroun, depuis mercredi dernier, en lieu et place de Jean Marie Zambo, limogé. Suite à cette décision ministérielle, il reviendra à ce technicien, par ailleurs sélectionneur des Lions Indomptables, de conduire la sélection féminine de handball du Cameroun, à la Coupe d'Afrique des Nations 2018 de handball Dames à Brazzaville. Le nouveau patron de la sélection Dames, haut cadre du ministère des sports et de l'éducation physique, officie comme patron du département des sports, à l'Université de Buea et par ailleurs coach de Phœnix hb de Douala.

Jean Marie Zambo dans le forum de l'équipe nationale, dit avoir été au parfum de son éviction à l'occasion du transfert de la liste définitive de la Can à la Confédération africaine de handball et écrit aux filles. « Je suis en train d'être limogé par le président de la fédération camerounaise de handball. Il paraît qu'il a envoyé une liste pour la Can où il m'enlève comme coach. Voici la proposition : Entraîneur principal



Menguede Bouchard, adjoint Magala Serge, entraîneur des gardiennes Kouamen Hubert. Ceci ne doit pas déstabiliser le groupe, même comme le problème provient d'une des joueuses que vous pouvez facilement imaginer », conclut l'ex sélectionneur.

C'est donc Simon Buchard Menguede, qui conduira le 4e et dernier regroupement des Lionnes prévu à Yaoundé du 10 novembre au 9 décembre. La liste des 25 présélectionnées a été rendue public avec en bonne place plusieurs internationales évoluant en France, Turquie, Côte d'Ivoire et Congo. A l'occasion de cette 24e édition, les Lionnes évolueront dans la poule A considérée comme celle de la mort, en compagnie de la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et l'Algérie.

Moïse Moundi

CÉLÉBRATION D'UNE PERSONNE SPÉCIALE



Pourquoi attendre son anniversaire ou la fête de la femme pour le lui dire.

Mireille tu es crémeuse d'amour ! Une énergie très particulière. Nous avons tous et toutes beaucoup d'amour en nous. Mais très peu d'entre nous le savent et vont y puiser. Toi, tu donnes sans réfléchir, sans compter. Nous prétendons tous vouloir l'amour dans notre vie, mais la plupart du temps, quand il déboule, franc et massif, il nous arrive de nous replier, de le trouver suspect !!! Je dois dire, avec consternation, que je n'y étais pas habitué. Nous vivons un drôle de monde. Quand même ! On oublie que la vie est brève, et que votre désir le plus profond, le plus vrai, est de vous abreuver d'amour ! Ne perdez pas une occasion ! telle est ma première leçon reçue de Mireille !

Mireille est courageuse et ambitieuse. L'amour en bandoulière autour du cœur. Le grand cœur d'une brave mère-père qui élève 5 enfants et trouve encore assez de souffle pour mobiliser de bonnes âmes au profit des nécessiteux, notamment lors de la catastrophe d'Eseka où elle a inspiré une donation à l'hôpital LaQuintinie. Le seul amour qu'elle négligeait, encore qu'elle ait bien progressé, est l'amour d'elle-même !

Notre relation est exceptionnelle ; une relation rare. Nous n'avons pas réussi à construire un couple, au sens de mes rêves, mais pourtant, de ce que tu m'as appris, je me permettrai de donner un conseil aux couples : trouvez votre propre bonheur, chacun(e), indépendamment de l'autre. Ayez une relation d'amour. Mais ayez aussi un épanouissement, un bonheur

indépendant ! D'abord, parce que vous vous le devez ! Aussi parce que vous aidez ainsi votre partenaire à déployer sa propre plénitude. Et enfin, parce que l'amour béquille est un amour non véritable, un amour au conditionnel. Merci de me l'avoir fait comprendre [Deuxième leçon].

Je voudrais redire à Mireille combien, comme d'autres (non ! comme plus que d'autres...), je suis admiratif de la beauté qui émane de son sourire dessiné par ses jolies dents du bonheur. L'éclat de lumière dans ses yeux, l'élégance de ses styles, sa conversation agréable ont embelli mes 10 dernières années.

Son ambition l'a déjà portée très loin dans les métiers de la communication et je lui donne rendez-vous, au sommet de son art et de son entreprise.

Lorsqu'on rencontre une personne spéciale pour nous, n'économisons pas les occasions de le lui dire.

Et je prie pour que Dieu prête longue vie à Mireille Ghislaine Esso. Afin qu'elle continue... à rire, à s'émerveiller des mots de Coelho, à câliner ses proches, à consoler les affligés, à flatter nos palais de ses savoureux plats de Sanga. A être vivante en un mot ! Pour elle, pour Nous, pour Moi.

Michel Enyegue Mbida
Président du Fan Club